

Coordination Communiste 59/62

pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire
Membre du Rassemblement des Cercles Communistes (RCC)

www.rassemblementcommuniste.org/cc5962

coordcommuniste@numericable.fr



La France veut réduire au silence les démocrates maliens !

La Coordination Communiste / RCC dénonce le refus de Paris d'octroyer des visas à des militants démocrates maliens opposés à l'intervention militaire française !

Le Dr. Oumar Mariko, Secrétaire Général du Parti SADI (*Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance*) et l'altermondialiste et ancienne ministre de la Culture malienne Aminata Traoré se sont vus refuser des visas le 15 avril dernier. Ces deux militants maliens devaient intervenir au parlement européen le 16 avril et à des conférences en Allemagne et en France pour exposer leurs arguments et débattre de la situation au Mali.

Aminata Traoré s'était pourtant vue accorder un visa pour se rendre à Berlin du 17 au 19 avril, mais a été informée en dernière minute par l'Ambassade d'Allemagne que la France avait empêché l'obtention d'un visa pour tous les pays de l'espace Schengen. Ainsi, nous voyons que le pouvoir français sait se faire entendre en Europe quand c'est pour museler le débat démocratique ! L'absence de réaction du parlement européen face au refus de laisser intervenir leurs propres invités montrent, une fois encore, l'asservissement complet de celui-ci envers les impérialismes européens.

Au même moment le 22 avril, en application de l'article 35 de la Constitution qui soumet toute intervention militaire extérieure au vote des parlementaires au-delà d'une durée de quatre mois, le parlement français (Assemblée Nationale et Sénat) a voté pour la poursuite de l'opération Serval. Les élus du Front de Gauche n'ont pas voté pour, certes, mais ils se sont simplement abstenus ! Ce qui est aussi une forme d'abstention par rapport à ces refus de visa aux deux personnalités maliennes de gauche.

Nous devons rappeler que cette « intervention » est faite :

- soi-disant contre le « terrorisme » alors que, d'une manière ou d'une autre, le pouvoir français est allié à des intégristes en Irak, en Libye (où ont été armés les djihadistes maliens), en Syrie, au Qatar, en Arabie Saoudite, ... Comme le dit Noam Chomsky, « la meilleure manière de lutter contre le terrorisme, c'est de ne pas y participer » ;
- soi-disant pour « maintenir l'unité du Mali »... mais en s'alliant aux séparatistes du MNLA, qui s'allièrent eux-mêmes à des intégristes, dont leurs forces occupent les villes du Nord, le long de la frontière algérienne ;
- soi-disant pour « aider le peuple malien » : cet amour soudain est pourtant peu compatible à l'acharnement dans l'expulsion de leurs ressortissants sans-papiers, alors qu'aucun effort sérieux n'est apporté à la question des plus de 400.000 réfugiés et déplacés (405 296 à la date

du 4 février selon le HCR), dont 74.000 en Mauritanie, avec un taux de mortalité infantile de 3,2 décès pour 10.000 chaque jour d'après MSF ;

- soi-disant « légitime car à l'appel de l'Etat malien », mais celui-ci a été mis en place sous la pression de la France via Sarkozy ; et « conforme au droit international », mais Hollande et Fabius ont mis l'ONU devant le fait accompli car la résolution 2085 ne prévoyait que des troupes africaines ;

- pour œuvrer à la « démocratie » en cherchant à imposer des élections précipitées, elles sont prévues le 1^{er} juillet, dans un pays meurtri et non encore stabilisé et en ostracisant 2 intellectuels maliens ;

- pour s'opposer au surcoût de 200 millions d'euros, même les partisans les plus acharnés de l'austérité budgétaire n'ont plus à rien à dire, argent qui aurait pu soulager bien des souffrances ici ou là-bas.

Tous ces éléments montrent que cette intervention est une nouvelle guerre coloniale dont un des soucis principaux est le maintien de la main mise d'AREVA sur l'uranium et dans la perspective de s'approprier le pétrole du sud sahara algérien au bénéfice de TOTAL. **Voilà ce qu'Aminata Traoré et Oumar Mariko voulaient, entre autres, dire et dénoncer au cœur de l'Europe et en France.**

Ce refus inacceptable de visa est la preuve ultime que la promesse de Hollande de rompre avec la Françafrique est foulée aux pieds comme la quasi-totalité des autres. Une politique réactionnaire ici ne peut se développer en progressiste là-bas et inversement.

- **Troupes françaises hors du Mali et d'Afrique !**
- **Fin du pillage de l'Afrique !**
- **Liberté de circulation des personnes !**
- **Halte au muselage de l'expression démocratique en France !**